L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 26 FEVRIER 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 26 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'encan St. Charles, rue St. Charles,—1° Le cottage en bois No 846 rue Dumaine.—2° Autre joli cottage pour résidence rue de l'Esplanade, entre Tonti et Roucheblave.—3° Et une très agréable maison cottage dans le Deuxième District.

Par Pinckle J. Spear, au No 46 rue Royale, entre Bienville et Dauine, grande vente de montres en or et en argent, chaînes, lorgnettes, etc.

Par S. Guinault, au No 85 de la rue Bienville—meubles de salon et de chambre à coucher, glaces, pendules, batterie de cuisine, &c.

Par D. E. Morphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Julie—maïs et foin.

D'excellentes occasions pour l'acquisition de propriétés urbaines de choix, s'offriront à la vente annoncée comme devant avoir lieu positivement aujourd'hui à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, pour le compte de successions et de divers, par C. E. Girardey, encanteur.

Nous appelons spécialement l'attention de nos lecteurs sur cette vente. Elle comprend une des listes les plus attrayantes de la saison, en propriétés les mieux situées.

Assistez à cette vente si vous désirez obtenir des réalisations de choix ou faire des placements avantageux.

Pour les détails de la vente voir la description dans les annonces et les plans à la vente.

Maïs et Foin.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

Samedi, 26 février 1876.

OPERA.—A midi, Les Crochets du Père Martin; le soir, La Demi-Monde.

VARIETES.—A midi, Christie Johnstone; le soir, Dora.

ACADEMIE.—A midi et le soir—Menestrels de Kelly et Leon.

ST-CHARLES.—A midi et le soir, Mr Edwin Adams.

Projet de mise en accusation de Wm. P. Kellogg.

Les investigations, faites par les divers comités de la Chambre, ont révélé de tels abus et de tels scandales dans la gestion des affaires publiques de l'Etat, que la Chambre ne pouvait tarder plus longtemps à prendre les mesures commandées par les circonstances et à faire peser la responsabilité des indignes tripotages auxquels a donné lieu le maniement des fonds publics sur la chef du pouvoir exécutif qui paraît en avoir été l'instigateur et le complice. Les deux rapports de MM. Aldigé et Schiliski ne contiennent qu'une faible partie des résultats enquêtés, et le public ne peut encore se former qu'une idée imparfaite du sans gêne avec lequel Kellogg, Clinton, Dubuclet et le bureau de conversion traitaient les intérêts de l'Etat. Les faits établis jurent singulièrement avec toutes les protestations de ces personnages qui, tout en étant aussi peu scrupuleux qu'on l'était sous le régime Warmoth, protestaient constamment de leur honnêteté et de la pureté de leurs intentions.

La Chambre a ordonné, hier, la nomination d'un comité de sept membres, chargé de rechercher s'il y a lieu de mettre Mr. Wm. P. Kellogg, gouverneur *de facto*, en accusation, et de présenter les griefs qui seront relevés contre lui. Ce comité a été désigné par le président et comprend cinq démocrates et deux radicaux.

Le travail préparatoire étant déjà effectué par les divers comités d'enquête, le nouveau comité n'a plus qu'à rapprocher et à coordonner les preuves et il pourra présenter son rapport aujourd'hui même.

Nous approchons donc du dénouement d'une situation inextricable créée par la mauvaise foi avec laquelle les républicains ont exécuté le compromis fait par l'Abus que les fonctionnaires radicaux ont fait des pouvoirs qu'ils avaient usurpés.

La fin de la session approche, le temps presse et la majorité démocratique de la Chambre ne doit plus hésiter à se servir des pouvoirs légaux dont elle est armée, pour frapper des fonctionnaires prévaricateurs qui ne sont que des ennemis publics, et entre les mains desquels elle ne peut sans engager sa propre responsabilité, laisser plus longtemps des pouvoirs dont ils ont fait un si étrange abus.

Exposition agricole et industrielle des Etats du Sud.

Au milieu des préoccupations politiques de chaque jour, nous avons un peu négligé de parler d'un événement qui a, cependant, une grande importance pour la prospérité matérielle de la Louisiane, l'ouverture de l'Exposition agricole et industrielle des Etats du Sud. C'est aujourd'hui la journée d'inauguration et grâce au temps favorable dont nous jouissons depuis quelques jours, nous espérons que les Fair Grounds seront le rendez-vous d'un grand nombre de visiteurs.

Les portes s'ouvriront à neuf heures du matin.

A trois heures après-midi, le gouverneur Thos. A. Hendricks, de l'Indiana, prononcera le discours d'ouverture.

Le gouverneur Hendricks est un des hommes les plus éminents de l'Ouest, un de ceux que l'opinion désigne déjà comme l'un des candidats dont les noms seront présentés à la convention nationale démocratique. Il représente la grande section de ce qui était autrefois l'Ouest et qu'on peut, maintenant, appeler le centre de l'Union, section dont les intérêts sont si intimement liés à ceux du Sud.

Un discours prononcé par un homme d'Etat et un orateur aussi renommé par son caractère que par son talent, ne saurait manquer d'offrir un puissant attrait, car il devra nécessairement traiter des grands intérêts commerciaux de la Vallée du Mississippi, communs aux Etats du Golfe et à ceux du Nord de la Vallée, et peut-être touchera-t-il aux questions politiques du jour, en raison de leur connexité avec les questions de progrès matériel et de réformes.

Le discours de M. Hendricks sera donc l'événement capital de la journée d'ouverture; nous nous efforcerons d'en donner une analyse aussi complète que possible.

La coïncidence de l'Exposition avec les cérémonies du Carnaval, a déjà attiré un grand nombre de visiteurs à la Nouvelle-Orléans et nous pensons que les chemins de fer et les bateaux vont nous en amener quelques milliers de plus d'ici à mardi prochain.

Obligés de partager notre attention entre la Législature et les sujets politiques d'actualités, d'une part, et le Roi du Carnaval, Comus et l'Exposition, de l'autre nous nous contenterons de donner dans les premiers jours, un aperçu général de l'Exposition, nous réservant de rendre plus amplement justice aux exposants lorsque la clôture du carnaval et l'ajournement de l'assemblée nous donneront la place et le temps nécessaires pour le faire.

LES EMPIETEMENTS SUR LA LEVÉE

La Chambre a passé, hier, sans opposition le substitut au bill de M. Hammond, ayant pour objet de faire rendre à la communauté le libre accès jusqu'au fleuve et de forcer les compagnies de chemin de fer qui se sont emparées de portions de la Levée à retirer toutes les obstructions et fermetures qu'elles y ont placées.

La Levée est un domaine public, sur lequel on peut accorder un droit de passage à des chemins de fer dans l'intérêt des communications rapides pour les voyageurs et les marchandises; mais qui ne peut être entièrement livré à l'usage exclusif d'une compagnie.

Si le bill dont il s'agit est conforme à ces principes, nous ne pouvons que l'approuver, et il est à désirer qu'il soit adopté finalement dans cette session.

POUR LE BAYOU LAFOURCHE.—Nous prévenons les habitants de la côte que le bateau "St-John-the-Baptiste" continuera à faire deux voyages réguliers par semaines et que pour donner aux habitants la facilité d'assister à la journée du Mardi-Gras, le capt. Bergeron s'arrangera de façon à partir de Thibodauville lundi matin pour arriver dans la nuit de lundi et mardi. Il sera ainsi à même de partir mercredi qui est son jour régulier.

Les affaires de l'Hôpital de Charité

Rapport du comité de la Chambre.

L'Hôpital dépouillé de $247,000 pour les rings.

Rôles de MM. Clinton, Dubuclet et Stoutemyer.

Comité des Institutions publiques et charitables de la Chambre des Représentants.

Nouvelle-Orléans, 24 février 1876.

Aux Honorables, etc.,

Votre comité sur les institutions publiques et charitables de l'Etat a l'honneur de vous présenter son rapport sur la situation de l'Hôpital de Charité de la Nouvelle-Orléans.

La situation de cette institution est si bien et si complètement exposée dans le rapport annuel de son Conseil d'administrateurs pour l'année 1875, remis à la Chambre, que votre comité croit inutile de la décrire de nouveau en détail. Il se bornera donc aux faits concernant l'Hôpital, son administration et sa situation actuelle, de façon à ce que la Chambre soit à même de juger quelles sont les mesures à prendre pour le maintien d'une institution si indispensable à l'Etat et à la ville de la Nouvelle-Orléans.

Comme toutes les autres institutions charitables de l'Etat, cet Hôpital, depuis plusieurs années, est en proie à des difficultés financières. Ses sources de revenu ont été partiellement arrêtées, tandis que ses dépenses et ses dettes s'en sont accrues par la raison qu'il était impossible de diminuer les unes et d'acquitter les autres. Il faut que cet Hôpital reste ouvert, que son revenu soit plus fort ou plus faible, l'Etat est obligé à le tenir ouvert par le contrat conclu avec son fondateur et les bienfaiteurs publics qui ont légué une partie de leur fortune pour que l'Hôpital fut tenu sur un pied digne de la communauté.

Mais le grand obstacle à une administration convenable de l'Hôpital est venu du fait que le Trésorier d'Etat n'a pas payé comptant les allocations faites par l'assemblée générale pour l'entretien de cet établissement et aussi du fait que l'Auditeur n'a pas émis en temps utile, ses mandats pour ces allocations ou pour quelques-unes au moins. Cette conduite du Trésorier et de l'Auditeur a graduellement embarrassé le Conseil des administrateurs et à rendu leurs devoirs non-seulement plus onéreux mais encore plus difficiles à remplir.

Sans revenu au comptant suffisant pour faire face aux dépenses inévitables qui se renouvellent tous les jours, le Conseil a été forcé de faire des dettes en soutenant à crédit les aliments et les médicamentes et de retarder le paiement de ces fournitures indéfiniment ce qui a fatigué les créanciers et a épuisé le crédit de l'Hôpital. Il a été aussi contraint de retarder le paiement des salaires des employés et ce retard a causé de grands embarras à tous les intéressés.

Le Conseil ne se plaint pas de l'insuffisance des allocations législatives, mais seulement de la manière dont ces allocations ont été payées par les fonctionnaires d'Etat et encaissées par l'Hôpital. Il ne plaint de ce que l'allocation ayant été, pour la plus grande partie, payée en mandats qui n'ont pas été payés à présentation, il longtemps après (au moins entre les mains des administrateurs) il a été obligé d'emprunter de l'argent sur le marché en donnant ces mandats en gage, ou de les vendre en se soumettant à un escompte excessif.

Le Conseil se plaint aussi des délais qui ont été apportés à la remise des mandats par l'auditeur pour certaines allocations. Il a appelé particulièrement l'attention de votre comité sur le délai qui a eu lieu dans la remise des mandats pour l'allocation faite l'année dernière et s'élevant à $50,000. (M. Geo. W. Dupré, représentant de la paroisse d'Orléans, a déjà appelé l'attention de la Chambre sur ce sujet). Cette allocation a été faite en février mais les mandats ont été remis par l'Auditeur Clinton jusque vers la fin de décembre, ce qui a fait un délai de dix mois, et cela pour un motif que votre comité considère comme un SIMPLE PRETEXTE, savoir: Qu'il n'y avait pas d'argent dans le Trésor; que l'auditeur était investi du pouvoir discrétionnaire de retarder la remise des mandats jusqu'à ce qu'il y eût de l'argent pour les payer; et qu'il y avait des injonctions de la Cour Supérieure de District, paroisse d'Orléans, qui l'empêchaient d'émettre les mandats. La conviction de votre comité que c'était là de simples prétextes est basée sur la connaissance générale qu'il a obtenue sur les pratiques intérieures suivies dans les bureaux de l'Auditeur et du Trésorier, et sur l'examen du prétendu ordre d'injonction et sur le fait prouvé par des témoignages indiscutables que l'objection de l'Auditeur Clinton à la remise de ces mandats a disparu, comme par magie, du moment où le Conseil des Administrateurs a eu fait un certain arrangement on contrat avec le beau-frère de l'Auditeur, M. Isaac N. Stoutemyer, un des propriétaires ostensibles et le rédacteur du journal le New Orleans *Times*. Cet arrangement ou contrat comprenait une condition onéreuse, qu'il n'aurait pas dû être imposée au Conseil. Votre comité va, maintenant, exposer les faits relatifs à ce contrat:

Le Conseil, craignant que l'allocation de $50,000 ne fût perdue pour lui par la prolongation du délai, c'est-à-dire, si elle n'était pas réalisée avant que la Législature de 1876 se réunit, et que ses créanciers n'eussent à attendre plus longtemps, résolurent d'avoir recours à un expédient fort usité par les temps qui courent, c'est-à-dire d'offrir à M. Stoutemeyer (considéré comme capable de faire ce que personne autre n'eût pu faire) de lever les objections de M. Clinton) une somme, à titre d'honoraires et de compensation, assez forte pour l'engager à quitter son fauteuil éditorial un court espace de temps et à exercer *ses éminentes capacités légales pour éclairer* l'esprit de l'Auditeur sur les torts de sa manière d'agir au sujet de l'allocation pour l'Hôpital. Le Conseil supposait que M. Stoutemyer *réussirait* à convaincre l'Auditeur Clinton qu'il n'y avait pas d'obstacles légaux à la remise de ces mandats et le résultat a prouvé que son calcul était correct. Les conditions ouvertes du contrat, conclu par le Conseil avec M. Stoutemyer (car il a entrepris l'affaire) sont été son consentement à lui payer pour ses services (s'il réussissait) la somme de $6,500 comptant, en TREIZE jours sont sur les $50,000. Ces honoraires ont été payés à M. Stoutemyer en mandats de l'Auditeur, ce qui laisse à l'Hôpital sur l'allocation $43,500. Les Conseil a dit que ces $6500 ne seraient pas finalement perdus pour lui, attendu que deux des plus forts créanciers ont consenti à déduire de leurs créances de quoi compenser l'Hôpital pour le sacrifice qu'il pourrait avoir à faire dans la collection de ces mandats, pourvu que leurs créances fussent payées de suite. Votre comité s'est assuré, néanmoins, que ces créanciers n'avaient pas été payés, attendu qu'ils ne sont pas disposés à accepter des mandats de l'Auditeur, à leur cours actuel, et jusqu'à présent l'Hôpital perd $6500.

Votre comité croit qu'il ne peut y avoir qu'une opinion sur cette remarquable transaction. Bien qu'il ne soit pas entièrement convaincu que le bureau eût le pouvoir de payer aussi cher à Mr Clinton la livraison de cette allocation, on qu'il lui fût permis de se soumettre à une condition quelconque, votre comité ne veut pas le censurer vu les circonstances difficiles dans lesquelles il se trouvait. Le bureau avait à choisir entre les exigences de Mr Stoutemyer et l'abandon de la somme. Le comité cependant, ne saurait consentir à voir l'auditeur Clinton et Mr Stoutemyer échapper à la condamnation publique, qui se fera assurément entendre lorsque les faits seront connus. En effet, voici un officier exécutif de l'Etat, revêtu on non d'un pouvoir discrétionnaire, entreprenant d'agir à l'encontre de la volonté de la Législature en arrêtant les secours qu'elle vote aux pauvres, aux malades et aux ingurants qui languissent dans les salles de l'Hôpital de Charité. Votre comité est persuadé que Mr Clinton n'a pas agi ainsi dans un but humain ou loyal. Quant à Mr Stoutemyer, le comité ne peut pas découvrir quels services il a rendus à l'Hôpital ou à ces créanciers pour réclamer un pareil honoraire; il n'était pas chargé d'un procès long et difficile.

D'après le témoignage qu'il a donné en notre présence, il n'existait aucun obstacle légal à la livraison de mandats par l'auditeur; il n'eut pas eu de documents à rédiger, il ne parut pas en pour. Son travail ne consista guère à solliciter des personnalités auprès de l'auditeur, du juge Hawkins et de ses amis qui, cependant Mr Clinton, avaient une injonction dans laquelle il lui plaisait de voir la défense de livrer les mandats aux administrateurs de l'Hôpital.

Votre comité ne saurait faire de distinction entre l'auditeur Clinton et Mr Stoutemyer quant à cette opération. Il est convaincu que tout bon avocat eût considéré un honoraire de $1000 comme amplement suffisant. Votre comité est persuadé qu'il y a des membres du barreau louisianais qui se disent eux *désintéressés* en recevant une seule piastre destinée à l'Hôpital de Charité, mais se seraient, au contraire, fait un plaisir d'offrir leurs services gratuits dans un cas ici que celui dont nous nous occupons.

Le représentant de St-Charles, il y a quelques semaines, a signalé à l'attention de la Chambre une autre transaction dans les mandats de l'Hôpital—transaction qui eut lieu en 1871. Votre comité a institué une enquête à ce sujet, et voici les faits qu'il a pu recueillir:

Après avoir maintesfois et toujours vainement présenté des mandats au trésorier de l'Etat, le bureau fut obligé de donner à la banque nationale de l'Etat, (président S. H. Kennedy) comme garantie collatérale, $45,000 en mandats pour un emprunt de $20,000. Le bureau dut, à l'échéance, vendre ces valeurs à un fort escompte.

La négociation eut lieu par l'entremise de Mr. Edward Rigney, qui était alors directeur de la banque et membre du bureau de l'Hôpital. L'acquéreur fut, dit-on, Mr. James H. Clarke, percepteur des taxes du premier district de la Nouvelle-Orléans; il les eut à 38 cents à la piastre. L'Hôpital toucha $17,000 sur les $45,000 et perdit ainsi $27,000. Le blâme retomba sur Dubuclet, trésorier, ou sur ses supérieurs.

Votre comité a découvert que l'Hôpital a perdu, dans les cinq dernières années, $247,000 en escompte de mandats, que le bureau a été forcé de vendre parce qu'il ne pouvait pas se les faire payer à la trésorerie.

Votre comité suppose qu'il n'est pas nécessaire de dire à la Chambre ce qu'il croit être la vérité quant aux criantes abus dont les finances de la Louisiane ont eu à souffrir depuis quelques années, mais il croit que les officiers de l'Etat semblent décidés à ne livrer à l'Hôpital de Charité que ce qu'ils ne peuvent pas s'empêcher de lui donner. Il est impossible que cette conduite soit le résultat des rancunes contre cette institution. Votre comité pense plutôt que l'Hôpital a été privé de ces sommes parce qu'il n'y avait pas de bénéfices politiques à retirer du paiement; parce qu'on en avait besoin pour atteindre certains buts.

Le bureau a appelé l'attention de votre comité sur le fait suivant: le trésorier de l'Etat annonce à la législature qu'il a payé, comptant, à l'Hôpital, en 1874-1875, la somme de $156,000, mais le bureau n'a pu obtenir de lui que $8000, la différence ($148,000) ayant été touchée par ceux qui avaient acheté les mandats de l'hôpital sur place. L'année suivante, le bureau reçut $500 seulement; le trésorier déclare en avoir payé $10,450.

Votre comité, ne se considérant pas chargé de faire un relevé des livres du trésorier ni de s'enquérir de la manière dont ces officiers dirige son bureau, se voit dans l'impossibilité d'expliquer ces contradictions. Il n'a pas pu s'assurer à quelle époque le trésorier a reçu l'argent qu'il est fini par remettre aux directeurs de l'Hôpital. Votre comité ne peut conséquemment pas préciser le temps qui s'est écoulé entre le moment où le trésorier a touché l'argent et celui où il l'a livré aux porteurs des mandats vendus. S'il avait pu avoir le renseignement et les noms des porteurs, il lui eût été possible d'exposer toute la transaction et de suggérer un remède.

Votre comité, néanmoins, n'a pas le plus léger doute que les recettes quotidiennes de la trésorerie n'étaient communiquées, régulièrement, à certains spéculateurs favorisés et que les premiers porteurs des obligations de l'Etat étaient intentionnellement et systématiquement renvoyés afin que ces spéculateurs touchassent l'argent.

Votre comité a su que les $45,000 de mandats dont il est question plus haut comme ayant été vendues par les directeurs de l'Hôpital, à Mr James S. Clarke, furent payées peu de temps après la vente, bien que le Trésorier eût toujours prétendu qu'il n'avait pas le montant nécessaire pour y faire face. Ceci, ajouté à d'autres choses qui sont parvenues à la connaissance de votre comité, prouve qu'il y avait au-dehors des personnes qui savaient exactement l'état de la caisse du Trésorier et pouvaient, quand cela leur plaisait, y plonger les mains au préjudice des autres créanciers.

(Signé) VICTOR HUGO.

M. BIBILSKI, Chairman.
J. A. BLAPPER,
M. MCALPINE,
T. VIDRINE,
CHAS. KUHNEL,
A. B. LEVISSEE,
F. M. GRANT,

Costumes chez Martinstein, 121 Royale.

THEATRE DE L'OPÉRA.—On donne aujourd'hui en matinée *Les Crochets du père Martin*, drame émouvant.

Ce soir, pour le bénéfice de Mme Tholer-Dalbert, nous reverrons *Le Demi-Monde*, une des meilleures œuvres d'Alexandre Dumas fils, qui, créée au Gymnase, a été revendiquée par le Théâtre Français, où on l'a montée avec éclat. Nous empruntons à notre confrère du *Courrier des Etats-Unis* l'analyse suivante de cette pièce.

Dans ce *Demi-Monde* l'étude des passions est profondément fouillée, la peinture des caractères touchée avec un grand art et une grande vérité; ce n'est pas une pièce consolante, mais elle est d'une logique irréprochable et captive profondément l'attention du premier au dernier mot. Le plan est, du reste, simple et concis. Une perverse, Suzanne d'Ange, perdue jeune par un vieux marquis libertin, et qui depuis a roulé sur la pente des amours faciles, se sent prise à vingt-huit ans du besoin de faire une fin en épousant quelque très honnête homme dont le pavillon sans tache couvrira sa honteuse marchandise. Elle se constitue un état-civil et des titres de noblesse de contrebande et la voilà pour tout le monde Madame Denise d'Ange, grosse comme le pont.

Sa première faute lui a rapporté soixante mille francs de rente, la dernière lui rapportera un mari, un nom, la considération du monde. C'est là son objectif. Blasée de vice, elle a des appétits furieux de respectabilité; le demi-monde l'oppresse, il lui faut le monde tout entier pour respirer à l'aise et oublier le passé. Elle a justement pris dans ses rets un naïf et brave officier d'Afrique, Raymond de Nanjac, qui, amoureux fou et pour la première fois de sa vie, donne tête baissée dans le traquenard. Olivier de Jalin, un parisien de la décadence, léger, frondeur, spirituel, sceptique et enclin au bien tout à la fois, vent porter la lumière dans l'âme de Raymond..... Il ne réussit qu'à se faire un ennemi de son ami. Il a pourtant employé tous les moyens pour désabuser ce trop confiant guerrier; il va même parfois un peu plus loin que la galanterie considérée sous son point de vue chevaleresque ne le permet. Tout échoue! C'est alors que, désespéré de voir cet honnête homme pret à devenir la victime de cette froide coquine de Suzanne, il se décide à brûler ses vaisseaux. Il mande Suzanne chez lui, lui avoue qu'il l'aime encore passionément (ils s'étaient déjà aimés un peu, mais pas beaucoup ni longtemps) et lui propose de fuir ensemble. Elle n'hésite pas une minute. Entre Nanjac mort et Olivier vivant, le choix n'est pas douteux.

—Partons! dit-elle en lui prenant le bras.

Mais Nanjac qui avait assisté à la scène, caché derrière un rideau, apparaît.... cet bien désabusé cette fois. Suzanne sort tête haute et c'est encore elle qui fait baisser les yeux aux autres.

Il y a au premier acte et au deuxième des personnages secondaires fort intéressants, et touchés..... à la Dumas. Aussi l'exposition est-elle vive et charmante. C'est d'abord M. de Thonneuville, le vieux marquis séducteur qui fait le serpent de cette Eve; M. Richond, un mari trompé qui vit depuis dix ans séparé de sa femme; Mme de Vernières, une noble marquise ruinée qui en est aux expédients; une Mme de Santis, gredine sans comparaison, épouse adultère du Richond ci-dessus nommé, coquette, bavarde, libertine et qui va tenter sa honteuse avec des airs de gloriole et de bravade à mériter la cravache; puis enfin Marcelle, une ingénue fort mal élevée dans ce milieu interlope et vicié, mais qui se couvrira par amour pour Olivier. A mesure que la pièce avance, la trame se resserre, tous les pages sont dégagés, éliminés, et l'action reste concentrée entre Suzanne, Olivier et Raymond. C'est alors que se portent les grands coups, et que se dégage la moralité de cette satire qui est un drame puissant, et ce drame qui est une satire bien aiguisée.

THEATRE DES VARIETÉS. — Madame Chanfrau paraîtra aujourd'hui, à la matinée, dans "Christie Johnstone," et le soir dans "Dora," deux excellentes occasions pour voir cette habile comédienne.

MATINÉE MUSICALE.—Une matinée musicale doit être donnée aujourd'hui à la salle Grunewald par les élèves de la classe de chant du professeur G. Curto: avec le concours de MM. Hayen et W. Eckert. Le programme comprend un heureux choix de morceaux de chant et nous ne doutons pas que les élèves de l'habile et sympathique maestro ne s'acquittent de leur tâche de façon à lui faire honneur. La matinée commencera à midi.

REPRÉSENTATION AU PROFIT DES PETITES SŒURS DES PAUVRES.—Nous apprenons avec plaisir que le Club Dramatique Orléanais donnera prochainement une représentation au profit de l'hospice des Petites Sœurs des Pauvres. Le jour de la représentation n'est pas encore fixé, Nous publierons le programme et la liste des dames patronesses dès qu'ils nous auront été adressés.

CHEMIN DE FER DE PONTCHARTRAIN.—Trains extraordinaires pour le Lac. Exercices du capitaine Boyton.—Samedi, dimanche et lundi, 26, 27 et 28 février, les trains partiront du dépôt des Champs-Elysées à chaque demi-heure, depuis midi, afin de mettre les visiteurs à même d'assister aux fameux exercices du capitaine Boyton fendant les vagues avec son merveilleux costume de sauvetage. Partez de bonne heure et évitez la foule.

Costumes chez Martinstein, 121 Royale.

MORT DU JUGE MORGAN DES OPELOUSAS.—M. Sandoz, arrivé hier des Opelousas, nous informe que le juge John J. Morgan, qui avait été élu par les démocrates en 1872, juge de district comprenant les paroisses St. Landry et Calcasieu, a succombé mercredi à une attaque d'apoplexie dont il avait été atteint dans la nuit. Le juge Morgan était âgé d'une soixantaine d'années; il était très estimé dans son district.

ATHÉNÉE LOUISIANAIS.—Quatre ou cinq mots ont été sautés hier dans la dernière ligne du paragraphe suivant de notre notice sur l'Athénée; nous les rétablissons:

MEMBRES CORRESPONDANTS: MM. Anatole Cousin, de Bonfouca; Dr. Charles Delery, Edgard Delery, de la Baie St-Louis; Eugène Dumez, de St-Jean-Baptiste; J. Gentil, de St-Jacques; Génl. Alexandre de Clouet, de St-Martin; Mr Edward Sillan, de Ste-Marie.

HOMMAGE AU CONSUL D'ESPAGNE.—Les Espagnols résidant à la Nlle-Orléans se réuniront demain, dimanche, à 6 heures du soir, dans la salle Grunewald, pour manifester, par une gracieuse offrande à M. Carlos Pie, consul d'Espagne, la sympathie, l'estime et l'affection que leur inspire ce dernier. Cette manifestation, si flatteuse pour le représentant de l'Espagne, honore en même temps la colonie espagnole de notre ville qui prouve par là qu'elle sait apprécier le mérite et lui rendre hommage.

CHRONIQUE DE LA VILLE, et Législature de la Louisiane A la Quatrième Page.

Masques et Dominos chez Martinstein, 121 Royale.

LETTRE DE VICTOR HUGO A MAC-MAHON.—*Le Rappel* publie la lettre suivante:

Paris, 7 février 1876.

Monsieur le président de la République,

La femme d'un condamné politique qui n'a pas encore quitté la France me fait l'honneur de m'écrire. Je mets la lettre sous vos yeux.

En l'absence de la commission des grâces, c'est à vous que je dois m'adresser.

Ce condamné fait partie d'un convoi de transportés qui doit partir pour la Nouvelle-Calédonie dans les premiers jours de mars.

C'est huit jours après, le 3 mars, que les chambres nouvelles entreront en fonctions. Je suis de ceux qui pensent qu'elles vont tout signaler leur avènement par l'amnistie. Ce grand acte d'apaisement est attendu par la France.

En présence de cette éventualité et pour toutes ces raisons réunies, vous jugerez sans doute, monsieur le président, qu'il conviendrait que le départ du 1er mars fût ajourné jusqu'à la décision des chambres.

En ordre de vous suffirait pour faire surseoir au départ. J'espère cet ordre de votre humanité, et je serais heureux d'y applaudir.

Recevez, monsieur le président de la République, l'assurance de ma haute considération.

VICTOR HUGO.

—On lit dans l'*Evénement*:

M. Victor Petit, élève du Conservatoire de Bruxelles, qui avait signé un brillant engagement de trois ans au Théâtre Lyrique, comme première basse, vient de quitter furtivement Paris et est parti pour New York.

Cet artiste peu scrupuleux emporte le rôle de Frieur, qui lui avait été distribué dans *Dimitri*. Il aura à le rendre avec accompagnement d'un fort dédit.

Masques et Dominos chez Martinstein, 121 Royale.

—60—

Conseils aux personnes nerveuses.—Les gens robustes, qui ont toute leur vie bien mangé, bien digéré et bien dormi, ne sauront pas apprécier l'avantage d'avoir de bons nerfs aussi bien que les gens qui ayant enduré toutes les souffrances provenant de la faiblesse des nerfs, ont enfin nettement regagné leur puissance nerveuse. Afin d'éprouver l'indiscutable soulagement que procure le retour à un état normal, les pauvres infirmes devraient essayer naturellement l'usage des "Hostetter's Stomach Bitters." Sous la fortifiante et douce influence de ce remède tonique et bienfaisant, l'appétit revient, la digestion recommence à se faire complète et sans peine, et le sommeil rend le repos aux yeux fatigués. Les causes de la faiblesse nerveuse sont dans une assimilation et une digestion imparfaites et dans l'incoordonnement des autres fonctions vitales, inaccomplissement qui est dans l'est remédiées à entièrement par les Bitters détruisent ces causes aussi bien que les symptômes nerveux qu'elles produisent.

Décédé à Paris, Dimanche, le 6 Février courant, à 8 heures du soir, Dame FÉLICIE PLEIX, épouse de Mr ADRIEN DELPIT.

Décédé, hier, vendredi, le 25 février 1876, LIZIER EMILE POUECH, à l'âge de deux ans, fils de Pierre Pouech et d'Emma Pidrane. L'enterrement aura lieu aujourd'hui, samedi, le 26 courant, à 11 heures. Son corps est exposé à sa dernière demeure, encoignure de Delery et Levée, aux Casernes. Les amis, parents et connaissances de ces deux familles sont respectueusement priés d'y assister.

De la part de son père:

Clergé St-Maurice.

Correspondance.

SALLE DU LOUISIANA ASSOCIATION RIFLE BRASS
Nlle-Orléans, 8 février 1876.

A l'Hon. Jefferson Davis, Memphis, Tenn.

Par un vote unanime de cette association nous avons été chargés de vous prier de prononcer un discours devant nous sur le sujet: Les Droits de la Guerre Maritime et sur la Neutralité, pour la défense de notre Cause de Secours; ce discours devant être prononcé en notre ville le jour qu'il vous conviendra.

Nous sommes avec respect, &c.

WILLIAM BURBANK, Président.
JOHN PURCELL, Vice-Président.
J. E. ROEHLER, Second Vice-Président.
J. BENJ. CHANDLER, Secrétaire.
J. M. VANDAGRIFF, Trésorier.
J. M. DAMEREST, Marshal.

Memphis, Tenn. 22 février 1876.

Mes sieurs,—J'ai tardé de répondre à votre très attendue lettre du 9 de ce mois, à cause de ce que j'espérais me trouver à même de vous donner vous alléguez en me désignant pas le jour où vous désiriez m'entendre durant la période de l'Exposition et du Carnaval, me portant à laisser entièrement à votre discrétion le choix du jour.

Je compte me rendre de votre ville vers la fin de cette semaine et d'y rester plusieurs semaines.

Avec respect, je suis votre dévoué

JEFFERSON DAVIS.

MM. Wm. Burbank, John Purcell, J. E. Roehler.

Nouvelle Orléans, 25 février 1876.

A une assemblée du Comité, la salle de l'Exposition a été choisie, le MARDI SOIR, 7 mars, le jour désigné.

26 février—2 J. BENJ. CHANDLER, secrétaire.

Un bal de famille,

SERA donné le Dimanche, 27 février 1876, par M. VICTOR POQUE, dans la salle du café de la Réunion des Amis, rue d'Abattoir. Il invite ses amis et connaissances à y assister et ne réserve le droit de refuser l'entrée à qui bon lui semblera. Entrée gratuite. 26 fév—2r

DRAPEAUX DU CARNAVAL,

LANTERNES,

Masques et Costumes,

Au magasin de fantaisie de

MARTINSTEIN,

121.....Rue Royale.....121

Ordres pour drapeaux reçus au No 61 rue Royale

24 fév—2r—PP.

Chars de nuit.

Compagnie du chemin de fer de la rue St-Charles.—Dans la nuit du Mardi Gras les chars blancs feront le service de la rue Hutchinson aux Champs-Elysées, par les rues Carondelet et Bourbon, et, pour le retour par les rues Royale et St Charles, tous les quarts d'heure après minuit, partant de la salle de l'Exposition (aux deux entrées) chaque quart d'heure. Le dernier char qui descendra partira de l'entrée de l'Exposition Hall, rue Carondelet, à trois heures du matin. Le dernier char qui remontera quittera l'entrée de l'Exposition Hall, rue St-Charles, à quatre heures moins un quart du matin.

Prix du passage, 25 cents.

26 fév—2r

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

MM. les Sociétaires sont prévenus que l'Assemblée Générale Trimestrielle aura lieu Dimanche, Dimanche 27 du courant, à 5 heures précises du soir.

Objet de la séance: 2de discussion des amendements à la Constitution.

Vu l'importance de cette séance, M. le Président compte sur la ponctualité des membres.

Par ordre du Président, J. SCHWEITZER.
Le Secrétaire,
L. SIMON. 24fév—2r

Les lunettes et les lorgnons dits Brillants sont les meilleurs.

ILS ne fatiguent jamais les yeux. On garantit qu'ils ne cassent pas avant deux ans, ils sont parfaitement amortogriques et les lentilles en sont aussi faciles que du cristal.

A. B. GRISWOLD & CO.,
Opticiens et Bijoutiers, au coin des rues Canal et Royale, seuls agents en Louisiane.
M 16v—1mP

A los Españoles.

La proyectada reunion para dar á nuestro digno consul el Sr. Don Carlos Pie testimonio de simpatia y de afecto, tendrá lugar en el Grunewald Hall, el DOMINGO, 27 de Febrero, á las 6 de la tarde.

Se suplica y se espera la asistencia de todos los españoles residentes en esta ciudad.

T. AVENDAÑO,
JAYME MAGI,
EMILIO R. TOMBIO,
VICENTE PLANELLAS.

25 fév—3t

AVIS AU PUBLIC.

EXPOSITION! EXPOSITION!
EXPOSITION!

Compagnie du Chemin de Fer d'Orléans.

Le public est informé que les chars de cette compagnie porteront les passagers de la ligne du Char sur la rue St Charles à la porte centrale de l'entrée de l'Exposition. Cette voie étant la plus courte, les passagers trouveront non seulement toutes les facilités pour l'agrément du parcours, mais toujours une quantité suffisante de chars à leur disposition pour l'aller et le retour.

H. HUARD,
25 fév—15t Secrétaire.

Marchandises sèches.

Les plus bas prix à la Nlle Orléans,

A L'IMMENSE ET FAMEUX ETABLISSEMENT —DE—

H. KERN & Co.,

100, 102, 104, 106 et 108 de la rue Baronne.

NOUS avons réduit de beaucoup les prix de tout notre magnifique stock.

Pendant la saison du Carnaval.

Etrangers! consultez vos intérêts

En venant examiner les articles. Nous nous engageons à vous satisfaire sous tous les rapports.

—Nous vendons de détailler—

10,000 yardes d'ind'ennes

—A— 5 CENTS.

25 fév—2t PP

Champagne. Champagne.

Des célèbres marques GEORGE GOULET & Cie. RHEIMS.

Un lot fraîchement reçu, en paniers de 12 grandes et 24 demi-bouteilles.

Louis Roederer, Rheims.

En paniers de 25 et 30 grandes et 50 et 60 demi-bouteilles, préparé pour les marchés de France, d'Angleterre et de Russie.

A vendre par PAUL GELPI & BRO.

Agents pour le Sud de la marque George Goulet & Co. 41 rue Vieille-Levée ou Decatur.

Cognac! Cognac!!

A. C. MEUKOW & Cie.

32ds de pipe des années 1874, 1872, 1870, 1868, 1865, 1860 et 1858.

200 caisses Eagle brand, une, deux et trois étoiles.

A vendre par PAUL GELPI & BRO.

Seuls agents pour le Sud, 41 rue Vieille-Levée ou Decatur.

Crémant Impérial!

Cognac Mousseux de High Life.

25 caisses, grandes, demi et 1/4 bouteilles de ce délicieux pousse-café.

A vendre par PAUL GELPI & BRO.

Seuls agents pour le Sud, 41 rue Vieille-Levée ou Decatur.

Vins fins, etc.

1600 caisses vins fins Médoc, St Julien, St Estéphe, Chateau Boollac, Margaux,